



La situation sécuritaire et humanitaire dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest est dramatisée afin de légitimer une mission de maintien de la paix des Nations unies.

Des sources très bien informées, des tractations ont lieu en ce moment en vue du déploiement de la Force de maintien de la paix des Nations unies (ONU) au Cameroun. Et plus précisément dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, en proie depuis quelque temps à des troubles socio-politiques. Une situation née de l'action de quelques activistes désireux d'imposer des idées séparatistes au Cameroun.

L'idée de l'envoi des Casques bleus en zone anglophone prospère grâce aux manœuvres d'acteurs de divers horizons. Akere T. Muna, candidat déclaré à la présidentielle d'octobre prochain, fait partie de ceux-là, lui qui s'est rendu il y a quelques jours au siège des Nations unies après avoir sollicité une mission d'enquête internationale sur de prétendues violations des droits de l'homme par l'armée, un sup- posé génocide et d'illusoires crimes contre l'humanité. Ces manœuvres sont aussi le fait du controversé milliardaire américain Georges Soros qui n'hésite pas à dessein à dramatiser la situation, des activistes anglophones installés aux Etats-Unis qui non seule- ment soutiennent financière- ment les séparatistes, mais en plus font le lobbying en alimentant les journaux et le Parlement américains sur de présumées exactions et persécutions de la minorité anglophone.

Certes, on note des attaques sporadiques d'assaillants ou de bandes de malfrats qui s'en prennent aux éléments des forces de défense ou de défense, aux autorités administratives ou aux populations, ainsi qu'un déplacement des populations en raison d'une dégradation du climat sécuritaire. Mais la situation humanitaire et sécuritaire dans le Nord- Ouest et le Sud- Ouest n'est pas grave au point de nécessiter une intervention des Nations unies. Comme un pied de nez à ceux qui, pour des desseins inavoués, militent pour le déploiement des casques au Cameroun, fin mai l'armée a annoncé un début de retour des populations ayant trouvé refuge au Nigeria voisin.

De plus, le Bataillon d'interventions rapides (BIR) n'hésite pas, dans la zone d'Akwaya par exemple, à prendre en charge les populations sinistrées à travers l'administration des soins gratuits, la distribution des den- rées alimentaires ou l'investissement humain. Dans les usages, la Force de maintien de la paix des Nations unies a notamment pour mission de surveiller l'application d'un cessez-le-feu, de désarmer et de démobiliser les combattants, de protéger les populations civiles, de faire du main- tien de l'ordre, de déminer, de protéger les réfugiés ou d'assurer le maintien des droits de l'homme. Ce que parvient encore à faire les forces de défense et de sécurité

## **Repère**